

# Table des matières

## I. CADRE INSTITUTIONNEL EUROPÉEN ET NATIONAL

25 mars 1957. – TRAITÉ sur le fonctionnement de l'Union européenne (Traité de Rome) – Version consolidée (extrait) ( <i>J.O. C 202, 7 juin 2016; Rect. J.O. C 400, 28 octobre 2016</i> ) .....	1
17 février 1994. – LA CONSTITUTION coordonnée (extrait) ( <i>Mon. 17 février 1994</i> ) .....	4
8 août 1980. – LOI SPÉCIALE de réformes institutionnelles (extrait art. 4, 6) ( <i>Mon. 15 août 1980</i> ) .....	6
31 décembre 1983. – LOI de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone (extrait) ( <i>Mon. 18 janvier 1984</i> ) .....	13
12 janvier 1989. – LOI SPÉCIALE relative aux institutions bruxelloises (extrait) ( <i>Mon. 14 janvier 1989; Err. Mon. 16 mars 1989</i> ) .....	14
17 novembre 2006. – Accord de coopération entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française et la Communauté germanophone relatif à la consultation mutuelle lors de l'élaboration d'une législation en matière de réseaux de communications électroniques, lors de l'échange d'informations et lors de l'exercice des compétences en matière de réseaux de communications électroniques par les autorités de régulation en charge des télécommunications ou de la radiodiffusion et la télévision ( <i>Mon. 28 décembre 2006</i> ) .....	14
14 juillet 2017. – ACCORD de coopération entre l'Etat fédéral, les Communautés et les Régions dans le cadre de transposition de la directive 2014/61/UE ( <i>Mon. 12 septembre 2017</i> ) .....	16

## II. DROIT DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

21 mars 1991. – LOI portant réforme de certaines entreprises publiques économiques (extrait) ( <i>Mon. 27 mars 1991</i> ) .....	19
17 janvier 2003. – LOI relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges ( <i>Mon. 24 janvier 2003; Err. Mon. 4 juin 2003</i> ) ..	24
17 janvier 2003. – LOI concernant les recours et le traitement des litiges à l'occasion de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et télécommunications belges ( <i>Mon. 24 janvier 2004; Err. Mon. 4 juin 2003</i> ) .....	35
13 juin 2005. – LOI relative aux communications électroniques ( <i>Mon. 20 juin 2005</i> ) .....	38
7 mars 2007. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la notification des services et des réseaux de communications électroniques ( <i>Mon. 23 mars 2007</i> ) .....	127

26 juillet 2013. – ORDONNANCE du Parlement de la Région de Bruxelles-capitale relative à l'accès et à l'échange d'informations sur les câbles souterrains et sur les conduites et les canalisations souterraines ( <i>Mon. 3 septembre 2013</i> ) .....	129
---	-----

15 mai 2014. – DIRECTIVE 2014/61/UE du Parlement européen et du Conseil relative à des mesures visant à réduire le coût du déploiement de réseaux de communications électroniques à haut débit ( <i>J.O. L 155, 23 mai 2014</i> ) .....	131
---	-----

25 novembre 2015. – RÈGLEMENT (UE) n° 2015/2120 du Parlement européen et du Conseil établissant des mesures relatives à l'accès à un internet ouvert et modifiant la directive 2002/22/CE concernant le service universel et les droits des utilisateurs au regard des réseaux et services de communications électroniques et le règlement (UE) n° 531/2012 concernant l'itinérance sur les réseaux publics de communications mobiles à l'intérieur de l'Union ( <i>J.O. L 310, 26 novembre 2015</i> ) .....	136
--	-----

25 mars 2016. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la mise à disposition sur le marché d'équipements hertziens ( <i>Mon. 11 mai 2016</i> ) .....	138
--	-----

24 mai 2018. – DÉCRET du Parlement wallon relatif au déploiement des réseaux de communications à haut débit à l'intérieur des immeubles ( <i>Mon. 4 juin 2018</i> ) ..	146
--	-----

31 août 2018. – ACCORD de coopération entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française et la Communauté germanophone relatif à la coordination des radiofréquences en matière de radiodiffusion dans la bande de fréquences 87,5-108 MHz conformément à l'article 17 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques ( <i>Mon. 5 avril 2019</i> ) .....	147
--	-----

11 décembre 2018. – RÈGLEMENT (UE) 2018/1971 du Parlement européen et du Conseil établissant l'Organe des régulateurs européens des communications électroniques (ORECE) et l'Agence de soutien à l'ORECE (Office de l'ORECE), modifiant le règlement (UE) 2015/2120 et abrogeant le règlement (CE) n° 1211/2009 ( <i>J.O. L 321, 17 décembre 2018</i> ) .....	149
--	-----

11 décembre 2018. – DIRECTIVE (UE) 2018/1972 du Parlement européen et du Conseil établissant le Code des communications électroniques européen (refonte) ( <i>J.O. L 321, 17 décembre 2018; Rect. J.O. L 334, 27 décembre 2019</i> ) .....	162
--	-----

## III. DROIT DES SERVICES DE MÉDIAS AUDIOVISUELS

10 mars 2010. – DIRECTIVE 2010/13/UE du Parlement européen et du Conseil visant à la coordination de certaines dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres relatives à la fourniture de services de médias audiovisuels (directive «Services de médias audiovisuels») ( <i>J.O. L 95, 15 avril 2010; Rect. J.O. L 263, 6 octobre 2010</i> ) .....	215
--	-----

3 février 2014. – DÉCISION (UE) de la Commission instituant le groupe des régulateurs européens des services de médias audiovisuels. ....	229
5 mai 2017. – LOI relative aux services de médias audiovisuels en région bilingue de Bruxelles-capitale ( <i>Mon. 23 mai 2017</i> ). ....	231
4 février 2021. – DÉCRET du Parlement de la Communauté française relatif aux services de médias audiovisuels et aux services de partage de vidéos ( <i>Mon. 26 mars 2021</i> )	259

#### IV. DROIT DE L'ÉCONOMIE ÉLECTRONIQUE

21 mars 1804 (30 ventôse an XII). – ANCIEN CODE CIVIL (extrait). ....	328
13 avril 2019. – CODE CIVIL (extrait) .....	330
3 juillet 1969. – LOI créant le Code de la taxe sur la valeur ajoutée (extrait) ( <i>Mon. 17 juillet 1969</i> ). ....	335
8 juin 2000. – DIRECTIVE 2000/31/CE du Parlement européen et du Conseil relative à certains aspects juridiques des services de la société de l'information, et notamment du commerce électronique, dans le marché intérieur («directive sur le commerce électronique») ( <i>J.O. L 178, 17 juillet 2000</i> ). ....	340
16 juillet 2004. – LOI portant le Code de droit international privé ( <i>Mon. 27 juillet 2004</i> ). ....	346
10 juin 2006. – LOI instituant une Autorité belge de la concurrence ( <i>Mon. 29 juin 2006</i> ). ....	368
10 juin 2006. – LOI sur la protection de la concurrence économique ( <i>Mon. 29 juin 2006</i> ). ....	374
28 février 2013. – CODE de droit économique (extrait)	388
23 juillet 2014. – RÈGLEMENT (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur et abrogeant la directive 1999/93/CE ( <i>J.O. L 257, 28 août 2014</i> ). ....	487
9 septembre 2015. – DIRECTIVE (UE) 2015/1535 du Parlement européen et du Conseil prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information ( <i>J.O. L 241, 17 septembre 2015</i> )	501
17 avril 2019. – DIRECTIVE (UE) 2019/790 du Parlement européen et du Conseil sur le droit d'auteur et les droits voisins dans le marché unique numérique et modifiant les directives 96/9/CE et 2001/29/CE ( <i>J.O. L 130, 17 mai 2019</i> )	507

#### V. PROTECTION DES CONSOMMATEURS ET DE LA VIE PRIVÉE

21 mars 1991. – LOI portant réforme de certaines entreprises publiques économiques (extrait) ( <i>Mon. 27 mars 1991</i> ). ....	516
28 février 2013. – CODE de droit économique (extrait)	519

21 mai 2013. – RÈGLEMENT (UE) n° 524/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au règlement en ligne des litiges de consommation et modifiant le règlement (CE) n° 2006/2004 et la directive 2009/22/CE (règlement relatif au R.L.L.C) ( <i>J.O. L 165, 18 juin 2013</i> ). ...	556
24 juin 2013. – RÈGLEMENT (UE) n° 611/2013 de la Commission concernant les mesures relatives à la notification des violations de données à caractère personnel en vertu de la directive 2002/58/CE du Parlement européen et du Conseil sur la vie privée et les communications électroniques ( <i>J.O. L 173, 26 juin 2013</i> ). ....	561
27 avril 2016. – RÈGLEMENT (UE) n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) ( <i>J.O. L 119, 4 mai 2016; Rect. J.O. L 127, 23 mai 2018</i> ). ....	563
30 juillet 2018. – LOI relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel ( <i>Mon. 5 septembre 2018</i> ). ....	596

#### VI. CYBERSÉCURITÉ

30 novembre 1998. – LOI organique des services de renseignement et de sécurité ( <i>Mon. 18 décembre 1998</i> ) ...	639
1 <sup>er</sup> juillet 2011. – LOI relative à la sécurité et la protection des infrastructures critiques ( <i>Mon. 15 juillet 2011</i> )	666
10 octobre 2014. – ARRÊTÉ ROYAL portant création du Centre pour la Cybersécurité Belgique ( <i>Mon. 21 novembre 2014</i> ). ....	673
7 avril 2019. – LOI établissant un cadre pour la sécurité des réseaux et des systèmes d'information d'intérêt général pour la sécurité publique ( <i>Mon. 3 mai 2019</i> ) ...	676

#### VII. DROIT DE L'ADMINISTRATION ÉLECTRONIQUE

17 juillet 2001. – LOI relative à l'autorisation pour les services publics fédéraux de s'associer en vue de l'exécution de travaux relatifs à la gestion et à la sécurité de l'information ( <i>Mon. 31 juillet 2001</i> ) .....	692
26 août 2013. – ACCORD de coopération entre les administrations fédérales, régionales et communautaires afin d'harmoniser et aligner les initiatives visant à réaliser un e-gouvernement intégré ( <i>Mon. 8 octobre 2013</i> ). ....	692
25 octobre 2018. – DÉCRET du Parlement de la Communauté française relatif au cadre de gouvernance de la politique du numérique et de l'informatique en Communauté française ( <i>Mon. 16 novembre 2018</i> ) .....	694
25 octobre 2018. – DÉCRET du Parlement de la Communauté française relatif à l'entreprise publique des technologies numériques de l'information et de la communication de la Communauté française (E.T.N.I.C.) ( <i>Mon. 16 novembre 2018</i> ). ....	697
8 mai 2014. – ORDONNANCE du Parlement de la Région de Bruxelles-capitale portant création et organisation d'un intégrateur de services régional ( <i>Mon. 6 juin 2014</i> ). ....	701

## VIII. DROIT PÉNAL ET CONTENTIEUX

8 juin 1867. – CODE PÉNAL (extrait) ( <i>Mon. 9 juin 1867; Err. Mon. 5 octobre 1867</i> ) . . . . .	707	23 mars 1995. – LOI tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale ( <i>Mon. 30 mars 1995</i> ) . . .	739
17 novembre 1808. – CODE d'instruction criminelle (extrait) . . . . .	714	9 janvier 2003. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant les modalités de l'obligation de collaboration légale en cas de demandes judiciaires concernant les communications électroniques ( <i>Mon. 10 février 2003</i> ) . . . . .	739
10 octobre 1967. – CODE JUDICIAIRE (extrait) . . . . .	729	19 septembre 2013. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 126 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques ( <i>Mon. 8 octobre 2013</i> ) .	742
30 juillet 1981. – LOI tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie ( <i>Mon. 8 août 1981</i> )	730		
21 mars 1991. – LOI portant réforme de certaines entreprises publiques économiques (extrait) ( <i>Mon. 27 mars 1991</i> ) . . . . .	738		